

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/NGBT/W/12/Add.33/Rev.1

30 avril 1996

(96-1747)

**Groupe de négociation sur les
télécommunications de base**

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'ISLANDE

Projet d'offre sur les télécommunications de base

Révision

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base à la demande de l'Islande.

L'Islande se réserve le droit de modifier, réduire ou élargir l'offre conditionnelle ci-jointe à tout moment avant la clôture des négociations sur les télécommunications de base, en fonction de l'évolution des travaux du Groupe de négociation sur les télécommunications de base, du niveau des engagements des autres participants aux négociations et des faits nouveaux qui surviendraient en Islande.

Pour l'instant, les services ouverts à la concurrence doivent obligatoirement être fournis sur des circuits loués aux Postes et télécommunications islandaises qui continueront d'exercer un monopole sur l'infrastructure de télécommunication du pays jusqu'à ce qu'une nouvelle législation ait été adoptée par le Parlement islandais. Les services de téléphone ne seront pas ouverts à la concurrence avant le 1er janvier 1998, date à laquelle le secteur des télécommunications de base doit être déréglementé en liaison avec le processus de libéralisation en cours dans l'Union européenne.

ISLANDE - PROJET D'OFFRE REVISE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
2.C SERVICES DE TELECOMMUNICATION				
<u>Services devant être ouverts à la concurrence en 1998</u>			L'Islande prend les engagements additionnels énoncés dans le texte ci-joint, dont toutes les parties ont la même force obligatoire	
a) Services de téléphone	1) Néant à compter du 1er janvier 1998	1) Néant		
d) Services de télex	2) Néant	2) Néant		
e) Services de télégraphe	3) Néant à compter du 1er janvier 1998, la fourniture de tous les services restant toutefois sujette à la disponibilité de ressources limitées, par exemple les fréquences	3) Néant		
o) Autres services				
- Services et systèmes de communication mobiles et personnels	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" (à compter du 1er janvier 1998)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
<u>Services ouverts à la concurrence</u>				
b) Services de transmission de données avec commutation par paquets	1) Néant 2) Néant	1) Néant 2) Néant		
c) Services de transmission de données avec commutation de circuits	3) Néant, compte tenu des réserves ci-après:	3) Néant		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
f) Services de télécopie g) Services de circuits loués o) Autres services - Services pour données - Téléphonie mobile numérique cellulaire (GSM) - Radiorecherche - Services de réseaux et de communications par satellite (y compris les stations terriennes)	<ul style="list-style-type: none"> - La fourniture de tous les services est sujette à la disponibilité de ressources limitées, par exemple les fréquences - En ce qui concerne les capacités de circuits téléphoniques à commutation, la revente de la capacité excédentaire des circuits loués n'est pas autorisée quand il y a raccordement au réseau public aux deux extrémités. Pas de restrictions après le 1er janvier 1998. - En ce qui concerne la téléphonie mobile numérique cellulaire (GSM), le nombre d'exploitants/fournisseurs est actuellement limité à un. Pas de restrictions après le 1er janvier 1998. - En ce qui concerne les communications par satellite, la fourniture de services téléphoniques publics n'est pas autorisée jusqu'au 1er janvier 1998 	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		

Engagement additionnel de l'Islande

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunications de base sur lequel sont fondés les engagements de l'Islande en matière d'accès aux marchés.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau et d'un service publics de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunications de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur.

2.2 Interconnexion à assurer

Dans les limites de l'accès aux marchés autorisé, l'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée¹:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées²;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

¹Les fournisseurs de services ou de réseaux auxquels le public n'a généralement pas accès, tels les groupes fermés d'utilisateurs, bénéficient du droit garanti de se connecter au réseau ou aux services publics de transport des télécommunications suivant des modalités, à des conditions et à des tarifs non discriminatoires, transparents et fondés sur les coûts. Ces modalités, conditions et tarifs peuvent toutefois être différents de ceux applicables pour l'interconnexion entre réseaux ou services publics de télécommunication.

²Des modalités, conditions et tarifs différents peuvent être fixés en Islande pour les exploitants actifs dans différents segments du marché, sur la base de dispositions nationales en matière de licences non discriminatoires et transparentes, dans les cas où de telles différences peuvent être objectivement justifiées par le fait que les services en question ne sont pas considérés comme des "services similaires".

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunications de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.